

Nouvelles locales du lundi 05 décembre 2011

@rib News, 05/12/2011

Gouvernance - A l'occasion de la semaine anti-corruption, le président de l'OLUCOME a affirmé que la loi anti-corruption est très lacunaire par le fait qu'elle ne prévoit pas la poursuite des fonctionnaires de l'Etat nommés par décret alors qu'ils sont parmi les gens qui sont susceptibles de corruption à une grande échelle. Cette organisation affirme qu'elle est en train de faire un recensement de toutes les maisons nouvellement construites afin que les propriétaires se justifient s'ils ont tiré l'argent pour se construire ces maisons. [Rpa]

Politique- Le conseil des Bashingantahe a sorti un communiqué de presse ayant pour titre « Akataretse kabagasema ». Il s'indigne de la situation sécuritaire et d'autres maux qui gangrènent le pays ces derniers jours et que ceux qui sont soupçonnés se baladent dans la rue sans être inquiétés. Il s'indigne aussi du fait que les autorités sont dans un silence complice qui ne fait que semer la confusion puisque le gouvernement n'a pas agi contre ces massacres si ce n'est que pour le cas de Gatumba. Le conseil se demande en outre si le gouvernement n'est pas en train d'appliquer le système de deux poids deux mesures. [Isanganiro/Bonesha/Rpa]- Il demande au gouvernement de ne pas nier ce qui se passe dans le pays. Ils demandent plus de liberté pour les services administratifs pour bien assurer leur rôle. Il dénonce les tueries devenues monnaie courante dans le pays et rappelle le cas de Léandre Bukuru et des deux humanitaires récemment tués à Kiremba (Ngozi). Il suggère qu'il y ait des séances de formation des agents de la sécurité en matière des droits de l'homme. Il s'inquiète également des mandats de comparution contre les journalistes et le fait de vouloir réduire au silence la société civile. [Rpa/Bonesha]- En outre, il se pose certaines questions : Qui sont ces gens qui se sont faits les titans au Burundi ? A qui profitent ces massacres ? Quel est l'objectif de ces actes ? Il s'indigne également contre le communiqué du gouvernement en rapport avec les médias et qui selon lui est venu semer la confusion. [Bonesha, Rpa] - Le président du PARSEM affirme que les protocoles d'entrée du Burundi ont été hâtivement ratifiés à beaucoup de questions qui restent en suspens et le marché commun n'a pas apporté de bienfaits au pays. L'Etat n'a rien pour que les capitaux étrangers soient nombreux. Il demande que les autorités signent les protocoles après une étude approfondie sur leurs conséquences. [Bonesha, Rpa]- Le porte-parole du Ministère des Finances affirme que la loi des finances 2012 a été minutieusement étudiée et que 52% de cet argent proviendra des recettes intérieures tandis que 48% proviendra des aides extérieures. Il affirme que les 200 millions de plus que l'année passée seront couverts puisque l'OBR est en bonne santé financièrement. [Bonesha]

Sécurité- Arrestation dans les provinces du Nord du pays des partisans des partis politiques d'opposition surtout ceux du FNL d'Agathon Rwasa. Les mandats d'arrêt qui leur sont adressés sont signés des OPJ qui les accusent d'actes de terrorisme ou de collaboration avec le Colonel Pierre Claver Kabirigi qui a récemment déclaré la guerre contre le gouvernement. La police affirme qu'elle veut faire des enquêtes sur ce dont ces personnes sont accusées. Mais les familles de ces gens sont inquiètes à voir la situation sécuritaire des opposants politiques aujourd'hui. [Rpa]- Un certain Christophe Ntashavu, originaire de la colline Buyuki, commune Kanyosha, a été retrouvé mort dans la rivière Kanyosha le matin de ce lundi 5 décembre 2011. En effet, c'était la veille que ce Christophe revenait d'une fête accompagné de son frère. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par des hommes armés de couteaux et qui les ont dépouillés de tout ce qu'ils avaient. Le corps de ce Christophe a été retrouvé dans la rivière Kanyosha. Le fait qu'il a été retrouvé nu avec beaucoup de blessures a fait que sa sœur soupçonne qu'il ait été assassiné. [Rpa]

Santé - Les infirmiers et le personnel paramédical de l'hôpital Principal Charles de Buyenzi ont entamé un mouvement de grève à partir de ce lundi et qui va durer trois jours. Ils affirment que l'objectif de cette grève est double : d'abord pour susciter la réaction du gouvernement pour voler en secours de cet hôpital qui, selon eux, a de problèmes graves de trésorerie. Ceci se remarque par le fait que cet hôpital ne paie plus les primes aux travailleurs depuis bientôt dix mois, que l'hôpital n'est plus à mesure d'honorer financièrement ses engagements, il ne verse plus les cotisations de ses employés à la mutuelle de la fonction publique, il n'est plus capable d'acheter des médicaments à cause des dettes envers ceux qui les fournissaient. [Rtr]- La deuxième raison de ce mouvement est la réclamation des primes et des indemnités de garde qui ne sont plus versées les premières depuis dix mois et les secondes depuis trois mois. A ce propos, la direction de cet hôpital fait savoir que les primes ont été déjà payées alors que les indemnités de garde vont être payées très prochainement [Rtnb, Rpa, Bonesha]

Coopération - L'Allemagne a promis qu'elle va augmenter de 20% l'aide qu'elle accordait au Burundi. Par intermédiaire de la Coopération, l'Allemagne a affirmé qu'elle va continuer à soutenir les secteurs de la santé, l'éducation qu'elle ne va pas donner de l'argent liquide au gouvernement. Elle fait aussi savoir que les droits de l'homme et la gouvernance doivent être respectés. (Rtnb, Rpa)

Société - Les conseillers des administrateurs communaux de la province Kirundo s'indignent du fait qu'ils n'ont pas encore eu leur salaire depuis qu'ils ont été nommés. Ils ont fait savoir que le salaire qu'ils avaient avant a été bloqué alors que la loi communale stipule que ce salaire doit être gardé et qu'il y sera ajoutées certaines primes en rapport avec la fonction. Maintenant, ils touchent les primes seulement qui varient de 30 à 60.000 Fbu par mois selon les finances de chaque commune. Ce problème touche également les conseillers provinciaux. Ils demandent aussi que des lettres de nomination à ces postes leur soient octroyées afin de certifier et conforter leurs positions. [Rtnb]